



TERRITORIAUX DE LA SARTHE

LE 9 MAI, EN GRÈVE POUR L'AVENIR DE LA FONCTION PUBLIQUE ET POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI

Malgré un vote unanime des neuf organisations syndicales contre le projet de loi Fonction publique, Le gouvernement persiste à vouloir imposer cette loi de casse sociale !

PRÉCARITÉ

SUPPRESSIONS DE POSTES

RECOURS AUX CONTRATS DE MISSION

Amplification des écarts salariaux femmes - hommes

MISE EN CONCURRENCE DES AGENTS

Allongement du temps de travail
Suppression des accords locaux

INÉGALITÉS DE TRAITEMENT

Poursuite du gel du point d'indice
Pression des directions

NON À LA CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉMUNÉRATION AU MÉRITE

RECRUTEMENT PAR CONTRAT

ATTEINTES À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Fin de garanties collectives
Soumission aux intérêts partisans

Opacité dans les avancements, mutations, promotions • Favoritisme
Généralisation de l'entretien professionnel sur des critères subjectifs

SUPPRESSION DES COMPÉTENCES DES CAP

CLIENTÉLISME

SUPPRESSION DES CHSCT

Réduction des moyens alloués à la médecine de prévention
Accroissement des risques psychosociaux

LES REVENDICATIONS DES ORGANISATIONS DE NOS COLLECTIVITÉS POUR LES AGENTS ET LES USAGERS SONT :

- * **Le retrait du projet de loi Fonction publique** avec la casse du statut général des fonctionnaires ;
- * **Un plan massif de titularisations** pour la résorption de la précarité des agents contractuels ;
- * **La création de postes statutaires** pour répondre à tous les besoins ;
- * **Le maintien des accords locaux** concernant la réduction du temps à 35 heures après sa mise en œuvre en 2001 ;
- * **L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice** et le rattrapage immédiat à hauteur de 16 % ;
- * **Le renforcement et le développement de notre outil paritaire de formation professionnelle :** le CNFPT ;
- * **Le maintien des CHSCT** et le développement de leurs moyens et prérogatives ;
- * **Un service public accessible partout** et pour tous qui réponde et s'adapte aux besoins sociaux de toute la population ;
- * **La mobilisation des moyens financiers** nécessaires pour l'intérêt général, qui nécessite des mesures fortes de justice sociale.

**LE PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE, C'EST UNE DESTRUCTION DE L'ÉTAT SOCIAL.
C'EST L'EXTERNALISATION DES MISSIONS AU PROFIT DU CAPITAL ET AU DÉTRIMENT DU CONTRIBUABLE.**

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, FSU, FO, UNSA, CFDT et SUD TERRITORIALE appellent les agents à s'inscrire dans un processus de mobilisation le :

**9 MAI 2019 AU MANS DÉPART DE LA MANIFESTATION A 10H00
BOULEVARD PAIXHANS DEVANT LE SIÈGE ADMINISTRATIF
DE L'ÉTAT**

PRISE DE PAROLE UNITAIRE DEVANT LA PRÉFECTURE

(Un préavis de grève nationale a été déposé pour cette journée d'action de 1 heure, 1/2 journée ou 1 journée au choix des agents)

**SOYONS NOMBREUSES ET NOMBREUX A AFFIRMER
NOTRE MÉCONTENTEMENT SUR LA POLITIQUE
SOCIALE DU GOUVERNEMENT !!!**